



# Veille des Etats d'Europe centrale et balte

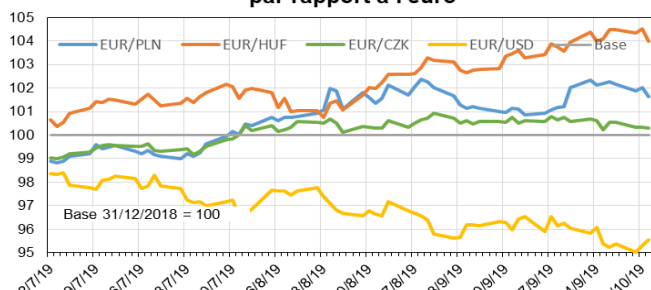
N° 15/2019

Du 16 septembre au 4 octobre 2019

## Ensemble de la zone

### MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



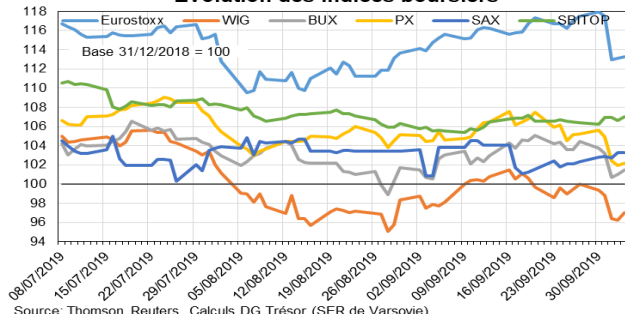
Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	04/10/2019	27/09/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,3268	4,381	- 1,24%	+ 0,89%
EUR/HUF*	332,31	335,33	- 0,90%	+ 3,55%
EUR/CZK*	25,713	25,841	- 0,50%	+ 0,06%
EUR/USD*	1,097	1,0938	+ 0,29%	- 4,35%
WIG20	55 982,34	57 666,04	- 2,92%	- 2,96%
BUX	39 724,35	40 890,74	- 2,85%	+ 1,50%
PX	1 007,73	1 038,45	- 2,96%	+ 2,15%
Eurostoxx	3 126,76	3 241,86	- 3,55%	+ 13,29%
Spread PL-10	251	257,8	- 6,8 pb	- 9,4 pb
Spread HU-10	256,8	261,7	- 4,9 pb	- 23 pb
Spread CZ-10	191,2	191,9	- 0,7 pb	+ 21,3 pb

\* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

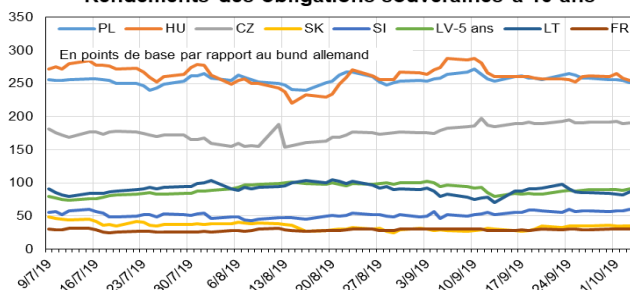
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

### POLITIQUE MONETAIRE

Taux d'intérêt (%)				
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne	Hongrie
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	Taux de refinancement à 1 semaine*	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	1,50	0,90
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	1,00	0,50
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	2,50
			3,00	2,00

\* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Les coûts horaires de la main d'œuvre ont augmenté de 2,7% dans la zone euro et de 3,1% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 13 septembre. Les plus fortes hausses des coûts salariaux ont été enregistrées en Roumanie (+12,4% en g.a), en Bulgarie (+11%), en Slovaquie (+10,6%), en Hongrie (+10,1%), en Estonie (+8,3%), en République tchèque (+8%) et en Pologne (+7,8%), tandis que les plus faibles hausses ont été enregistrées au Portugal (+0,9%) et à Malte (+1,1%).
- **Le taux d'emplois vacants s'établit à 2,3% de la population active dans la zone euro comme dans l'Union européenne à 28 au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 16 septembre. Le taux d'emplois vacants est en hausse de 0,2pp dans la zone euro et de 0,1pp dans l'Union européenne à 28 comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2018. Les taux d'emplois les plus élevés étaient enregistrés au deuxième trimestre 2019 en République tchèque (6,2%), en Belgique et aux Pays-Bas (3,4% chacun), en Allemagne (3,3%), en Lettonie (3,2%) et en Autriche (3%), tandis que les taux les plus faibles ont été observés en Grèce (0,7%), en Espagne et en Bulgarie (0,9% chacun).
- **L'inflation s'établit à 1% en rythme annuel dans la zone euro et à 1,4% dans l'Union européenne à 28 en août 2019**, Eurostat le 18 septembre. L'inflation a ainsi ralenti comparé au niveau atteint en août 2018, soit en rythme annuel 2,1% dans la zone euro et 2,2% dans l'Union européenne. Les principales contributions à l'inflation en août 2019 dans la zone euro étaient les services (+0,60pp), l'alimentation, alcool et tabac (+0,40pp), les biens industriels hors énergie (+0,08pp) et l'énergie (-0,06pp). En août 2019, les plus forts taux d'inflation dans l'Union européenne ont été observés en Roumanie (+4,1%), en Hongrie (+3,2%), en Lettonie et aux Pays-Bas (+3,1% chacun) et en Slovaquie (+3%), tandis que les taux les plus faibles ont été enregistrés au Portugal (-0,1%), en Grèce (+0,1%), en Espagne (+0,4%), au Danemark et en Italie (+0,5% chacun), en Irlande, en Croatie et à Chypre (+0,6% chacun) et en Belgique (+0,9%).
- **La croissance de la production dans le secteur de la construction atteint 1,1% dans la zone euro et 1,7% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en juillet 2019**, Eurostat le 18 septembre. Dans la zone euro, la production a enregistré une croissance de 1,2% pour le bâtiment et de 0,4% pour le génie civil. Dans l'UE, la production a enregistré une croissance de 2,5% pour le génie civil et de 1,3% pour le bâtiment. Les plus fortes hausses de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en juillet 2019 en Roumanie (+39,5% en g.a), en Hongrie (+32,9%) et en Bulgarie (+4,3%), tandis que des baisses ont été observées en Slovaquie (-7,7%) et en France (-2,5%). Comparé au niveau atteint en juin 2019, la production dans le secteur de la construction a baissé de 0,7% dans la zone euro et de 0,1% dans l'Union européenne en juillet dernier.
- **Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 7,4% de la population active dans la zone euro et à 6,2% dans l'Union européenne à 28**, Eurostat le 30 septembre. En l'espace d'un an, le taux de chômage a reculé de 0,6pp dans la zone euro et de 0,5pp dans l'Union européenne. Il s'agit actuellement du plus faible taux de chômage observé dans la zone euro depuis mai 2018 et du plus faible taux de chômage observé dans l'UE depuis le calcul de l'indicateur par Eurostat le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Eurostat estime qu'en août 2019, 15,432 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE, dont 12,169 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2019, le nombre de chômeurs a diminué de 111 000 dans l'UE et de 115 000 dans la zone euro. Comparé à août 2018, le chômage a baissé de 1,189 million de personnes dans l'UE28 et de 960 000 dans la zone euro. Les plus faibles taux de chômage ont été observés en République tchèque (2%), en Allemagne (3,1%), à Malte et en Pologne (3,3% chacun), en Hongrie (3,4%) et aux Pays-Bas (3,5%), tandis que les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (17%), en Espagne (13,8%), en Italie (9,5%) et en France (8,5%). En l'espace d'un an, le taux de chômage a baissé dans vingt-quatre Etats membres de l'UE, est resté stable au Luxembourg tandis que des hausses ont été observées au Danemark (+0,1pp), en Lituanie (+0,5pp) et en Suède (+0,8pp). Les plus fortes baisses du chômage ont été observées en Grèce (-2,2pp), à Chypre (-1,6pp), en Bulgarie, en Espagne et en Croatie (-1,2pp chacun).
- **Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans s'établit à 14,2% dans l'Union européenne à 28 et à 15,4% dans la zone euro en août 2019**, Eurostat le 30 septembre. 3,176 millions de jeunes de moins de



25 ans étaient au chômage dans l'UE, dont 2,202 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2018, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 239 000 dans l'UE et de 205 000 dans la zone euro. En l'espace d'un an, le taux de chômage des jeunes a reculé de 0,9pp dans l'UE et de 1,4pp dans la zone euro. Les plus faibles taux de chômage des jeunes ont été enregistrés en août 2019 en République tchèque (5,1%), en Allemagne (5,7%) et aux Pays-Bas (6,9%), tandis que les taux les plus élevés ont été relevés en Grèce (33%), en Espagne (32,1%) et en Italie (27,1%).

- **Le taux d'inflation de la zone euro s'établit à 0,9% en rythme annuel en septembre 2019**, Eurostat le 1<sup>er</sup> octobre. L'inflation tend à ralentir dans la zone euro après avoir atteint 1% en rythme annuel en août dernier. L'inflation est actuellement alimentée principalement dans la zone euro par les prix de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+1,6% en g.a en septembre 2019), des services (+1,5%) et des biens industriels hors énergie (+0,3%), tandis que les prix de l'énergie (-1,8%) ont contribué à ralentir le rythme de l'inflation. Entre août et septembre 2019, le niveau général des prix dans la zone euro a progressé de 0,2%.
- **L'ONG Social Progress Initiative a publié le classement 2019 des Etats en terme de qualité de vie le 18 septembre.** Le tableau ci-dessous présente le classement des Etats d'Europe centrale et balte et de la France en 2019 ainsi que leur évolution par rapport à 2018 (avec peu d'évolution notable pour ces pays). Ce classement est établi grâce à un score de 0 à 100 points calculé pour chaque pays sur la base de douze critères, répartis entre trois lignes directrices :
  - **Besoin vitaux de l'être humain** : nutrition et médecine de base, accès à l'eau et aux systèmes sanitaires, accès au logement et sécurité personnelle).
  - **Fondements du bien-être** : accès à l'instruction de base, accès à l'information et à la communication, accès aux services de santé et qualité de l'environnement.
  - **Opportunités** : droits individuels, libertés individuelles, inclusion sociale et accès à l'éducation supérieure.

Rang	Pays	Score 2019 (points)	Evolution au classement 2019/2018
15 <sup>ème</sup>	France	87,79	+ 1 place
24 <sup>ème</sup>	République tchèque	84,36	+ 2 places
25 <sup>ème</sup>	Estonie	83,98	+ 2 places
32 <sup>ème</sup>	Lituanie	81,30	- 1 place
33 <sup>ème</sup>	Pologne	81,25	- 1 place
35 <sup>ème</sup>	Slovaquie	80,43	Inchangée
36 <sup>ème</sup>	Lettonie	80,42	+ 3 places
39 <sup>ème</sup>	Hongrie	78,77	- 3 places

- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 2,1% dans la zone euro et de 2,5% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en août 2019**, Eurostat le 3 octobre. En août 2019 dans la zone euro, le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 4,1% pour les produits non-alimentaires, de 2,1% pour le carburant et de 0,4% pour le secteur pour les produits alimentaires. Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 4,2% pour les produits alimentaires, de 3,0% pour le carburant et de 0,7% pour l'alimentation. Les plus fortes hausses du volume des ventes du commerce de détail ont été enregistrées en Roumanie (+7,4%), à Malte (+6,2%), en Hongrie (+5,9%), en Pologne (+5,4%) et en Slovénie (5,3%), tandis que des baisses ont été observées en Slovaquie (-3%) et au Luxembourg (-1,5%). Entre juillet et août 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 0,2% dans l'UE et de 0,3% dans la zone euro.
- **Le taux d'investissement brut des entreprises non financières (formation brute de capital fixe/ valeur ajoutée brute) atteint 25,7% dans la zone euro au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 2 octobre. Le taux d'investissement brut des entreprises financières est ainsi en hausse de 1,9pp comparé au niveau atteint au premier trimestre 2019 et de 2,8pp comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2018.
- **La part des profits des entreprises non financières (excédent brut d'exploitation/ valeur ajoutée brute) atteint 39,2% dans la zone euro au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 2 octobre. La part des



profits des entreprises non financières est ainsi en baisse de 0,4pp comparé au niveau atteint au premier trimestre 2019 et de 0,9pp comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2018.

- **Les prix à la production industrielle ont baissé de 0,3% dans l'Union européenne à 28 et de 0,8% dans la zone euro en rythme annuel en août 2019**, Eurostat le 3 octobre. Dans la zone euro en rythme annuel en août 2019, les prix à la production industrielle ont diminué de 4,9% dans le secteur de l'énergie et de 0,4% pour les biens intermédiaires, tandis que les prix ont progressé pour les biens de consommation non-durables de 1,0%, pour les biens de consommation durables de 1,4% et pour les biens d'investissement de 1,5%. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 0,5%. Dans l'UE, les prix à la production industrielle ont diminué de 4,1% dans le secteur de l'énergie, tandis qu'ils ont progressé de 0,1% pour les biens intermédiaires, de 1,3% pour les biens de consommations non-durables, de 1,4% pour les biens de consommation durables et de 1,6% pour les biens d'investissement. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 0,9%. Les plus fortes hausses des prix à la production industrielle ont été enregistrées en Roumanie (+4,7%), en Bulgarie (+4,5%), au Luxembourg (+2,9%), à Chypre (+2,8%) et en Hongrie (+2,5%), tandis que les plus fortes baisses ont été observées au Danemark (-4,4%), en Espagne (-2,5%), en Italie et au Portugal (-2,1% chacun). Entre juillet et août 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,5% dans la zone euro et de 0,4% dans l'UE.
- **Le taux d'épargne brut des ménages (épargne brute/ revenu disponible brute) s'établit à 13,3% dans la zone euro au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 4 octobre. Le taux d'épargne brut des ménages est ainsi en hausse de 0,3pp comparé au niveau atteint au premier trimestre 2019 et de 1pp comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2018.
- **Le taux d'investissement brut des ménages (formation brute de capital fixe/ revenu brut disponible) s'établit à 9% dans la zone euro au deuxième trimestre 2019**, Eurostat le 4 octobre. Le taux d'investissement brut des ménages est ainsi en baisse de 0,2pp comparé au niveau atteint au premier trimestre 2019 et en hausse de 0,1pp comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2018.

## Pologne

- **Le Conseil des Ministres a adopté une nouvelle stratégie de gestion de la dette publique pour la période 2020-2023 proposée par le Ministère des Finances.** Le Ministère table sur une réduction progressive du ratio de dette publique ; prévu à 47,7% du PIB à la fin de l'année 2019, le ratio devrait diminuer sur la période concernée pour atteindre 41,3% du PIB à la fin de l'année 2023. Le coût du service de la dette, évalué à 1,31% du PIB en 2019, devrait sur la période 2020-2023 baisser à 0,90-0,92% du PIB. Le communiqué du Conseil des Ministres indique par ailleurs que la part de la dette tenue par les non-résidents doit représenter 25% du total au maximum (soit une révision à la baisse de 5 points par rapport à la prévision de l'an dernier) et que les nouvelles émissions privilégieront des obligations avec une maturité moyenne de 4,5 ans.
- **Le Conseil des Ministres a proposé un projet de loi de finances estimant le déficit public à 0,3% du PIB en 2020.** La loi des finances table sur une croissance de 3,7% et sur une inflation à 2,5%. Le gouvernement prévoit par ailleurs pour 2020 une forte hausse des dépenses de consommation des ménages, qui devrait selon les prévisions du Ministère augmenter de 6,4% grâce à la hausse des salaires (+6,3% prévus en 2020), alors que la revalorisation des retraites (attendue pour mars 2020) est prévue à 3,24%. Le budget 2020 prévoit des recettes budgétaires à 429,5 milliards PLN (99,4 milliards d'euros), en hausse de 10,8% par rapport à 2019 et des dépenses pour un montant identique (429,5 milliards PLN/ 99,4 milliards d'euros), en augmentation de 3,2% par rapport à 2019. Si le budget 2020 table sur un équilibre budgétaire, le solde déficitaire du secteur des assurances sociales et des collectivités explique pourquoi le déficit public est prévu par le Ministère des Finances à hauteur de 0,3% du PIB pour l'année prochaine. Le communiqué du Ministère des Finances indique que le budget 2020 prend en compte toute les mesures sociales annoncées par le gouvernement, telles l'élargissement du programme d'allocations familiales (Programme 500+) à compter du premier enfant sans condition de revenus depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'exemption de l'impôt sur le revenu des revenus pour les salariés de moins de 26 ans (avec un plafond annuel de revenu



de 85 528 PLN/ 20 000 euros bruts) à compter du 1<sup>er</sup> août 2019, la réduction du taux d'imposition sur le revenu de 18% à 17% dans la limite de 85 528 PLN (20 000 euros) bruts annuels depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019.

- **Le Conseil des Ministres a adopté une nouvelle Stratégie du développement du marché des capitaux en Pologne élaborée en concertation avec la Commission européenne et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).** Si le marché polonais a été qualifié par l'Agence internationale FTSE Russell comme "développé", une analyse effectuée par le ministère des Finances a indiqué que le potentiel de ce marché est considérablement plus grand que les performances actuelles. La nouvelle stratégie vise à améliorer l'accès au financement aux PME/PMI (qui d'après le communiqué du Conseil des Ministres représentent près de 3/4 du PIB polonais) et à réduire le coût du financement, ce qui devait donner une impulsion de long terme au développement de l'économie polonaise. Le gouvernement souhaite supprimer les obstacles administratifs au développement du marché des capitaux qui ont été identifiés lors des travaux de conception, relever le taux d'épargne dans l'économie polonaise et lancer une campagne d'éducation pour le public pour mieux lui faire connaître les opportunités offertes par le marché financier.
- **Le nombre de nouveaux logements mis en vente sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019 a augmenté de 10,4% en g.a, soit 127 800 logements,** Office statistique polonais (GUS). La tendance à la hausse s'explique toujours par une très forte activité des promoteurs immobiliers qui ont augmenté leurs ventes de 14,3% en g.a, à 79 500 logements, soit 62% du total sur les huit premiers mois de l'année 2019.
- **L'inflation s'établit à 2,6% en rythme annuel en septembre 2019,** GUS. L'inflation est actuellement alimentée principalement par le prix des denrées alimentaires (+6,3% en g.a.) tandis que les prix de l'énergie (-1,6% en g.a) et du carburant (-2,7% en g.a) ont contribué à ralentir la hausse du niveau général des prix.
- **Commerzbank pourrait vendre sa filiale polonaise mBank, la cinquième banque en Pologne par taille d'actifs (143,9 milliards PLN, 33,3 milliards d'euros au 31 décembre 2018).** La banque allemande Commerzbank a annoncé, dans le cadre d'un vaste programme de restructuration impliquant entre autres une réduction de 10% de ses effectifs, soit la suppression de 4 300 emplois et de 200 agences à travers le monde, son souhait de se séparer de sa filiale polonaise mBank détenue à 69,3% et qui a réalisé en 2018 un bénéfice net proche de 300 millions d'euros. Si certaines banques étrangères présentes en Pologne sont censées s'intéresser à l'achat de mBank, la presse économique polonaise s'interroge si le Trésor polonais souhaitera saisir l'opportunité de poursuivre son programme de "repolonisation" du secteur bancaire en favorisant l'achat par l'une des banques publiques polonaises.
- **La Commission européenne approuve deux projets d'envergure de modernisation du système ferroviaire polonais.** La Commission a adopté deux grands projets relevant de la politique de cohésion afin d'améliorer le réseau ferroviaire polonais et d'augmenter sa capacité, sa vitesse et sa sécurité ; les deux projets devraient être opérationnels dès janvier 2023. L'objectif du premier projet, pour un montant de 838 millions d'euros, est d'améliorer les liaisons ferroviaires entre la Silésie et Łódź par la modernisation d'une section de 214,5 km du corridor ferroviaire qui relie Chorzów Batory et Zduńska Wola Karsznice, entre les régions de Silésie et de Łódź, au sein du réseau transeuropéen de transport. La réalisation du second projet, d'un montant de 43 millions d'euros, permettra d'améliorer les services de transport de marchandises du pays grâce à la mise en service de 930 nouveaux wagons permettant le transport de conteneurs. L'objectif du projet est de faire passer le transport de marchandises de la route au rail afin de réduire les émissions de Co2 et d'améliorer la sécurité routière en réduisant le nombre de camions sur les routes.
- **Le coût pour le secteur bancaire de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) jeudi 3 octobre et concernant le caractère abusif de clauses d'indexation de certains crédits au logement sur les devises étrangères (en particulier en francs suisses) est évalué à au moins 20 milliards PLN (4,6 milliards d'euros).** L'arrêt final de la CJUE confirme les conclusions de l'Avocat général du 14 mai 2019 et implique normalement la nullité des clauses relatives au taux de change et la possibilité de transformer un contrat indexé sur le franc suisse en contrat indexé sur le zloty, au taux rétroactif tout en gardant le taux d'intérêt du crédit en francs suisses. Au vu du nombre des contrats de crédit concernés (470 000 environ), l'opération de conversion des crédits en francs suisses en zlotys au cours rétroactif pourrait entraîner de lourdes pertes pour le secteur bancaire, le montant de ces pertes est évalué



par les différents participants du marché dans une fourchette de 20 à 100 milliards PLN (soit de 4,6 jusqu'à 23 milliards d'euros). L'estimation officialisée par l'Association des banques polonaises (ZBP), porte sur un coût pour les banques évalué à environ 60 milliards PLN (14 milliards d'euros), celle de Moody's indique un coût considérablement inférieur (22 milliards PLN/ 5,1 milliards d'euros). Le Ministre polonais des Finances et du Développement Jerzy Kwiecinski a pour sa part indiqué que "la position des débiteurs en francs suisses sera renforcée. Cela signifie que certaines banques ont utilisé des clauses abusives, interdites, et qu'ils pourront réclamer leurs droits devant la justice". Le Ministre de la Justice Zbigniew Ziobro a déclaré que l'arrêt de la CJUE est "conforme à la position du gouvernement polonais" et que la politique de son ministère consiste à soutenir les emprunteurs des crédits en francs suisses qui ont été impliqués dans des contrats à long terme sans être informés de façon adéquate sur les pièges et risques encourus. Le régulateur des marchés financiers (KNF), a indiqué dans son communiqué que le secteur bancaire polonais est bien capitalisé, stable et, pour ce qui concerne les banques impliquées dans les crédits en francs suisses, bien préparé aux retombées de l'arrêt de la CJUE. D'après la KNF, grâce au renforcement de la base capitalistique du secteur bancaire, sa résistance aux chocs et à l'absorption des pertes est élevée, ce que confirment les agences de notation telles que Moody's, S&P et Fitch.

## Hongrie

- **La croissance du chiffre d'affaire du secteur de la construction atteint 32,9% en rythme annuel en juillet 2019**, Office statistique hongrois (KSH) le 16 septembre. La croissance atteint respectivement 32,2% pour la construction des bâtiments et 34,1% pour l'ingénierie civile. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2019, la croissance du secteur de la construction atteint 34,7% en rythme annuel (respectivement 37,2% pour l'ingénierie civile et 33,2% pour la construction des bâtiments). Le chiffre d'affaire s'élève respectivement à 403,9 milliards HUF (1,21 milliards d'euro) sur le mois de juillet 2019 et à 2236,2 milliards HUF (6,71 milliards d'euros) sur les sept premiers mois de l'année 2019. Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper une croissance de 30% du chiffre d'affaire du secteur de la construction sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 510,8 milliards HUF (1,53 milliards d'euros) sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019, soit 51,2% du niveau cible prévu pour l'année 2019**, Ministère des finances le 16 septembre. Le budget 2019 prévoit un déficit budgétaire à hauteur de 998,4 milliards HUF (3 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année, soit 1,8% du PIB.
- **Les recettes touristiques des étrangers en Hongrie s'élèvent à 559 milliards HUF (1,68 milliards d'euros) au deuxième trimestre 2019, soit une hausse de 12% en rythme annuel**, KSH le 18 septembre. Un touriste étranger dépense en moyenne en Hongrie 17 300 HUF (52 euros) par jour. KSH estime qu'en l'espace d'un an, les dépenses des touristes étrangers en Hongrie ont augmenté de 15% pour l'hébergement, 11% pour les restaurants et 14% pour les souvenirs et les cadeaux.
- **Les IDE en Hongrie ont généré des revenus à hauteur de 9,243 milliards d'euros en 2018, soit une baisse de 1,5% comparé à 2017**, Banque centrale de Hongrie (MNB) le 20 septembre. Les revenus générés par les IDE en 2018 se partagent respectivement entre 5,932 milliards d'euros de bénéfice réinvestis, 3,180 milliards d'euros de dividendes et 131 millions d'euros d'intérêts. Dans le même temps, les IDE hongrois à l'étranger ont généré des revenus à hauteur de 1,599 milliards d'euros (respectivement 787 millions d'euros de bénéfices réinvestis et 832 millions de dividendes). Le stock d'IDE en Hongrie s'élevait à 83,163 milliards d'euros et le stock d'IDE hongrois à l'étranger à 26,283 milliards d'euros au 31 décembre 2018.
- **La capacité de financement extérieure nette de la Hongrie (soldes du compte courant et du compte de capitaux dans la balance des paiements) s'élève à 470 millions d'euros, soit 1,3% du PIB au deuxième trimestre 2019**, MNB le 20 septembre. Des déficits ont été enregistrés à hauteur de 463 millions d'euros pour le solde du commerce de biens, à hauteur de 1409 millions d'euros pour les revenus primaires et de 359 millions d'euros pour les revenus secondaires, alors que des excédents ont été enregistrés à hauteur de 821 millions d'euros pour le compte de capital, de 981 millions d'euros pour l'excédent des services et de 988 millions d'euros pour le tourisme. Le déficit du compte courant s'élève à 121,5 millions



d'euros au deuxième trimestre 2019 (alors qu'un excédent de 298,7 millions d'euros avait été enregistré au premier trimestre 2019).

- **La croissance du PIB hongrois devrait atteindre 4,8% sur l'ensemble de l'année 2019**, prévisions du cabinet de Conseil *Századvég* le 23 septembre. La prévision de croissance a été revue à la hausse de 0,5pp comparé aux dernières prévisions en juin dernier principalement en raison de la croissance de 5,1% affichée par l'économie hongroise au premier semestre 2019. L'économie hongroise devrait rester tirée par la demande interne, principalement les dépenses de consommation finale des ménages (+4,7% prévus sur l'ensemble de l'année) et l'investissement (+15,8% sur l'ensemble de l'année).
- **La Hongrie comptait 245 100 demandeurs d'emplois au 31 août 2019, un chiffre en baisse de 2,4% en l'espace d'un an**, Bureau du travail hongrois (NFSZ) le 25 septembre. 69 100 chômeurs (soit 28,2% du total) étaient à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. Quelques 135 300 chômeurs (soit 55,2% du total) bénéficiaient d'allocations au chômage. Eurostat estime que le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) atteignait 3,4% de la population en juillet 2019 et que le pays comptait 157 000 demandeurs d'emplois (Communiqué d'Eurostat du 30 septembre 2019).
- **Le salaire moyen s'élève à 362 595 HUF (1082 euros) au mois de juillet 2019, soit une croissance de 10,7% en termes nominaux et en rythme annuel**, KSH le 30 septembre. Corrigée de l'inflation qui atteint 3,3% en rythme annuel, la croissance des salaires atteint en moyenne 7,4% en termes réels. Le salaire moyen s'établit à respectivement 375 801 HUF (1121 euros, +11,8% en g.a et en termes nominaux) dans le secteur privé et à 368 152 HUF (1098 euros, +6% en g.a et en termes nominaux). Corrigée de l'inflation, la croissance des salaires réels atteint 8,5% dans le secteur privé et 2,7% dans la fonction publique. En termes nets, le salaire moyen mensuel atteint 241 126 HUF (719 euros) en Hongrie en juillet 2019. Sur les sept premiers mois de l'année 2019, le salaire moyen s'élève à 359 911 HUF (1074 euros) bruts mensuels, soit une croissance de 10,6% en termes nominaux. D'un point de vue sectoriel, les salaires les plus élevés ont été enregistré dans le secteur de la finance et des assurances (668 673 HUF/ 1995 euros bruts mensuels) et les plus faibles dans le secteur de la santé (238 444 HUF/ 711 euros bruts mensuels). Le salaire moyen s'établit à 393 900 HUF (1175 euros, +11,3% en termes nominaux) pour les hommes et à 326 700 HUF (974 euros, +9,6% en termes nominaux) pour les femmes sur les sept premiers mois de l'année 2019. La croissance des salaires en termes réels est ininterrompue en Hongrie depuis janvier 2012 et les salaires ont augmenté en moyenne de 85% en termes nominaux depuis le début de l'année 2010. Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper une croissance des salaires supérieure à 10% en termes nominaux sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 5,8% en rythme annuel en août 2019**, KSH le 3 octobre. La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint respectivement 3,4% pour les produits alimentaires, 9,8% pour les produits non-alimentaires et 4,3% pour le carburant. Les ventes du commerce de détail ont représenté 1 076 milliards HUF (3,24 milliards d'euros) sur le mois d'août dernier. Le rythme de croissance des ventes du commerce de détail a légèrement ralenti comparé à juillet dernier, où il avait atteint 6,4% en g.a. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019, la croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 5,8% en rythme annuel. Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper une croissance des ventes du commerce de détail dans une fourchette de 5,5% à 6% sur l'ensemble de l'année.

## République tchèque

- **Le gouvernement tchèque a approuvé lundi 16 septembre le budget de l'année 2020**. Les dépenses publiques totales devraient atteindre 1 618 milliards CZK (62,49 milliards d'euros) et les recettes publiques totales 1 578 milliards CZK (60,94 milliards d'euros). Le budget de l'année 2020 table sur un déficit à hauteur de 40 milliards CZK (1,55 milliards d'euros), ce même déficit devrait se maintenir en 2021 et en 2022. Le budget de l'année 2020 prévoit une revalorisation des pensions de retraites à hauteur de 900 CZK (35 euros) bruts mensuels, une hausse des salaires des fonctionnaires en moyenne de 1500 CZK (58 euros) bruts mensuels et une hausse des salaires des professeurs de 10% au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le Ministère des finances anticipe une croissance du PIB tchèque de 2,2% en 2020, contre 2,4% prévus en 2019.



- **941 178 véhicules automobiles ont été produits en République tchèque au cours des huit premiers mois de l'année 2019, soit un chiffre quasiment stable par rapport au huit premiers mois de l'année 2018**, Association tchèque des automobilistes le 18 septembre. Plus de 92% des véhicules produits ont été exportés à l'étranger. Les trois principaux constructeurs automobiles en République tchèque sont actuellement *Skoda Auto* du groupe *Volkswagen* (62,5% de la production automobile tchèque totale), *Hyundai* (21,8%) et *TPCA* (15,7%). Sur le seul mois d'août 2019, quelques 107 910 véhicules automobiles ont été produits, ce qui signifie néanmoins une baisse de 6% en rythme annuel.
- **Le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 2,1% de la population active le 31 août 2019**, Office statistique tchèque (CSO) le 30 septembre. Le taux de chômage s'établit respectivement à 1,7% pour les hommes et à 2,6% pour les femmes et il s'agit du plus faible taux de chômage de toute l'Union européenne. Le taux d'emplois de la population de 15 à 64 ans s'établit à 75,2% à la fin du mois d'août 2019, respectivement 81,8% pour les hommes et 68,3% pour les femmes.
- **Le déficit budgétaire de la République tchèque s'élève à 21 milliards CZK (816 millions d'euros) sur les neuf premiers mois de l'année 2019**, Ministère des finances le 1<sup>er</sup> octobre. Il s'agit du premier déficit budgétaire observé sur les neuf premiers mois de l'année depuis 2015. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2019, les dépenses budgétaires ont représenté 1124,2 milliards CZK (43,66 milliards d'euros, +11,6% en g.a) et les recettes budgétaires ont représenté 1103,3 milliards d'euros (42,87 milliards d'euros, +7,7% en g.a). A titre de comparaison, l'excédent budgétaire tchèque avait atteint 16,77 milliards CZK (652 millions d'euros) sur les neuf premiers mois de l'année 2018. Le budget 2019 table sur un déficit de 40 milliards CZK (1,55 milliards d'euros) soit 0,7% du PIB, alors qu'en 2018 le pays avait enregistré un excédent à hauteur de 2,9 milliards d'euros (112 millions d'euros).

## Slovaquie

- **L'inflation s'établit à 2,8% en rythme annuel en août 2019**, Office statistique slovaque (SU) le 16 septembre. L'inflation est actuellement alimentée principalement par les prix de l'alimentation. Nombreux sont les économistes slovaques à anticiper que l'inflation restera sous la barre des 3% en rythme annuel d'ici la fin de l'année 2019.
- **La croissance du PIB devrait atteindre 2,4% en 2019 et 2,3% en 2020**, prévisions du Ministère des finances le 19 septembre. Le Ministère des finances a revu ses prévisions de croissance à la baisse, principalement en raison du ralentissement économique en Allemagne (croissance du PIB prévue à 0,5% en 2019), premier partenaire commercial de la Slovaquie. Les dernières prévisions d'été de la Commission européenne (10 juillet 2019) tablent sur une croissance de 3,6% en 2019 et de 3,3% en 2020 ; néanmoins, la croissance n'a atteint que 2,8% sur le premier semestre 2019. Le conseil de la discipline fiscale (RRZ) anticipe une croissance de 2,7% sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le Ministère de l'économie a présenté vendredi 20 septembre une série de 42 mesures visant à soutenir les entreprises dans le contexte actuel d'un début de ralentissement économique**. Parmi les mesures présentées, on retiendra principalement l'arrêt de l'indexation des salaires pour le travail de nuit et le week-end sur l'évolution du salaire minimum, l'amélioration du système éducatif et de son adéquation avec le marché du travail, l'amélioration de l'accès au travail saisonnier pour les entreprises, l'augmentation des dépenses de l'Etat pour la recherche et le développement et la mise en place d'une taxe digitale. Ces mesures devraient être mise en œuvre en 2020 ou en 2021. Le Ministre du travail Jan Richter a également annoncé le 20 septembre qu'en vue de limiter l'impact du ralentissement économique sur le marché du travail, il souhaite soutenir les entreprises via des programmes d'apprentissage tout au long de la vie et de favoriser le « *Kurzarbeit* » (concept allemand où les salariés travaillent à temps partiel et conservent leurs pleins salaires grâce à l'Etat venant compenser la différence payée par l'entreprise), tel ce fut le cas en Allemagne lors de la crise et récession de 2008-2009. Jan Richter estime que le « *Kurzarbeit* » avait fait ses preuves en Allemagne il y a dix ans en vue de préserver le plus grand nombre d'emplois possible.





- **Le taux de chômage s'établit à 5% de la population active en août 2019 et la Slovaquie compte 137000 chômeurs**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 23 septembre. Le taux de chômage stagne à 5% de la population active depuis mars dernier, toutefois le nombre de demandeurs d'emplois a chuté de 12 000 comparé à août 2018. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail slovaque est presque équivalent à celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT, qui estime le taux de chômage à 5,5% de la population active et que la Slovaquie comptait 151 000 chômeurs en août 2019 (Communiqué d'Eurostat du 30 septembre 2019).
- **Les revenus des ménages slovaques ont progressé en 2018 plus rapidement que leurs dépenses d'après les estimations de l'Office statistique slovaque (SU)**. En 2018, le revenu net moyen par habitant s'élève à 5 680 euros (+3,8% par rapport à 2017) et les dépenses moyenne par habitant ont atteint 4 489 euros (+2,1% par rapport à 2017).
- **Le déficit public de la Slovaquie devrait être contenu à 0,5% du PIB en 2019 et 2020**, déclaration du Ministre des finances Ladislav Kamenický le 28 septembre. Le déficit public sera en tous les cas plus élevé que prévu par le gouvernement lors de l'adoption du budget 2019 à l'automne 2019, qui tablait sur l'équilibre budgétaire en 2019 et 2020. La banque centrale de Slovaquie (NBS) table sur un déficit budgétaire à hauteur de 1,5% du PIB en 2020.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 3,1% en rythme annuel en août 2019**, SU le 30 septembre. La croissance atteint respectivement 0,7% pour les produits alimentaires, 5,5% pour les produits non-alimentaires et 2% pour le carburant. La croissance du volume des ventes du commerce de détail s'est accélérée après avoir atteint 1,8% en rythme annuel en juillet dernier. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2018, la croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 5,5% en rythme annuel (contre 4,3% sur les huit premiers mois de l'année 2018), tirée principalement par des salaires en fortes hausses (+8,4% en termes nominaux et +5,8% en termes réels en rythme annuel au premier semestre 2019).
- **Le déficit budgétaire de la Slovaquie s'élève à 1,841 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2019**, Ministère des finances le 1<sup>er</sup> octobre. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2019, les dépenses budgétaires ont représenté 12,296 milliards d'euros (+14,5% en g.a) et les recettes budgétaires ont représenté 10,455 milliards d'euros (+3,2% en g.a). Le déficit budgétaire s'est creusé comparé aux neuf premiers mois de l'année 2018, où il avait atteint 610 millions d'euros. Le Ministère des finances table sur un déficit budgétaire de 2,041 milliard d'euros sur l'ensemble de l'année 2019, soit 0,7% du PIB.
- **Le gouvernement slovaque a approuvé mercredi 2 octobre la revalorisation du salaire minimum à 580 euros bruts mensuels (476 euros nets) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**. Le salaire minimum sera ainsi revalorisé de 11,5% comparé à son niveau en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 (520 euros bruts mensuels). Cette décision apparait comme un compromis entre la demande des syndicats, qui demandaient une revalorisation du salaire minimum à 607,50 euros (+16,9%) et les représentants du patronat qui souhaitaient que celle-ci soit contenue à 552 euros bruts mensuels (+6,2%). Les estimations de l'Office statistique slovaque affirment que 13% des salaires percevaient un salaire inférieur à 600 euros bruts mensuels en 2018.

## ETATS BALTES

### Estonie

- **Les prix à la production industrielle ont baissé de 1,3% en août 2019 en rythme annuel**, Office statistique estonien le 20 septembre. Les prix liés à l'exploitation des minerais et carrières ont augmenté de 7,5%, ceux du traitement de l'eau de 0,9%, tandis qu'une baisse de 1,2% a été enregistrée pour les produits manufacturés et de 8,7% pour l'énergie. La baisse des prix atteint respectivement 1,6% pour les produits destinés à l'exportation et 0,6% pour les produits destinés au marché intérieur en août 2019 en g.a. Comparé



au niveau atteint en juillet 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,2% en août dernier ; une baisse de 0,2% a été enregistrée pour les produits manufacturés, des hausses de 0,1% et de 0,9% ont été enregistrées pour l'énergie et l'exploitation des minerais et carrières tandis que les prix des produits manufacturés sont restés stables.

- **Les prix des logements ont augmenté de 5,8% en rythme annuel au deuxième trimestre 2019**, Office statistique estonien le 20 septembre. La hausse des prix atteint respectivement 6,2% pour les maisons individuelles et 5,7% pour les appartements (dont la hausse atteint précisément 5,7% à Tallinn, 6% dans les villes de Tartu et Parma et 4,5% dans le reste du pays). Comparé au niveau atteint au premier trimestre 2019, la hausse des prix des logements atteint 0,9% au deuxième trimestre 2019. Depuis 2010, les prix des logements ont augmenté de 93% en Estonie (alors que sur la même période la hausse des salaires atteint seulement 79% en termes nominaux).
- **Le volume des ventes du commerce de détail s'élève à 651 millions d'euros sur le mois d'août 2019, soit une hausse de 4% en rythme annuel et en prix constants**, Office statistique estonien le 30 septembre. La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint respectivement 4% pour les produits alimentaires, 5% pour les produits non-alimentaires et 2% pour le carburant. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 5% en rythme annuel.
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 2,5% en rythme annuel en août 2019**, Office statistique estonien le 1<sup>er</sup> octobre. La baisse atteint respectivement 47,9% pour l'énergie, 28,2% pour l'exploitation des minerais et carrières tandis qu'une hausse de 3,9% a été observée pour l'industrie manufacturière. Comparé au niveau atteint en juillet 2019, la croissance du volume de la production industrielle atteint 3,8% en août dernier.
- **La croissance du PIB estonien devrait avoisiner 3% en 2019**, Swedbank. Pour les conjoncturistes, la détérioration de la conjoncture macroéconomique européenne et la hausse de l'incertitude pourraient avoir un impact à moyen-terme sur une économie aussi ouverte et pro-cyclique que celle de l'Estonie. Les prévisions demeurent toutefois optimistes pour l'année 2019, et la croissance de l'industrie manufacturière demeure forte en volume malgré des disparités sur le plan sectoriel. La production d'électricité est le grand facteur de décélération de l'économie, après l'augmentation importante (x5.2) du prix des quotas carbone sur le marché de l'UE qui limitera le retour d'une croissance forte à court terme. La demande de main d'œuvre devrait baisser pendant cette année, un facteur limitatif de l'inflation et de la hausse des salaires. Ainsi celle-ci devrait se maintenir à 8% en 2019 et se stabiliser à 6.5% en 2020.
- **L'actif le plus répandu chez les ménages estoniens est la résidence principale**, Banque d'Estonie. Les ménages estoniens avaient un revenu net de 48 000 euros en 2017. 90% de leurs actifs étaient des actifs tangibles (surtout de l'immobilier), et les 10% restants des actifs financiers. En moyenne la valeur des actifs tangibles des ménages est de 60 000 euros, et celle des actifs financiers 2 800 euros. La richesse est inégalement distribuée, la part des 5% les plus aisés de la population possédant 45% des actifs nets. Parallèlement, les ménages sont peu endettés, avec un passif courant moyen de 15% des actifs, un phénomène traduisant à la fois une aversion au risque et un coussin financier moyen réduit à environ un mois de salaire brut.
- **Le niveau des dépôts bancaires continue d'augmenter**. Malgré les taux d'intérêt toujours faibles, le niveau des dépôts des ménages et des entreprises continue de croître. Ainsi, ceux des ménages ont atteint 7,8 milliards d'euros en août 2019 (+10% en g.a), tandis que ceux des entreprises ont atteint 6,9 milliards d'euros (+6% en g.a). On notera une hausse de la valeur moyenne des biens vendus. Le prêt moyen à l'habitat au deuxième trimestre 2019 était de 82 000 euros, en hausse de 6 000 euros par rapport au deuxième trimestre 2018.

## Lettonie

- **Le taux d'emploi vacants s'établit à 3,2% de la population active au deuxième trimestre 2019**, Bureau des statistiques letton (CSB) le 16 septembre. La Lettonie comptait 30 500 emplois vacants au deuxième trimestre 2019 (+23,8% en rythme annuel), dont respectivement 21 900 dans le secteur privé (+25,6% en



g.a) et 8 600 dans la fonction publique (+19,3% en g.a). Le taux d'emplois vacants s'établit ainsi à 3,3% dans le secteur privé et à 2,9% dans la fonction publique. Les plus forts taux d'emplois vacants sont actuellement observés dans les secteurs des professions techniques (5,7% au deuxième trimestre 2019) et du commerce de détail (4,9%) ; à l'opposé les taux d'emplois vacants les plus faibles ont été enregistrés dans le secteur de l'agriculture (0,3%). D'un point de vue géographique, le plus fort taux d'emploi vacants a été enregistré dans la région capitale de Riga (3,7%) et le plus faible dans la province de Vidzeme (2%). Le taux d'emplois vacants est actuellement assez élevé en Lettonie ; il n'atteint à titre de comparaison que 1,8% en Estonie et 1,4% en Lituanie voisines au deuxième trimestre 2019. A l'opposé, la Lettonie comptait quelques 925 000 personnes occupées au deuxième trimestre 2019, un chiffre en hausse de 1,5% en rythme annuel.

- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 0,4% en rythme annuel en août 2019**, Bureau des statistiques letton (CSB) le 20 septembre. La hausse des prix atteint respectivement 4% pour le traitement des eaux, 3,4% pour l'énergie, 0,9% pour l'exploitation des minerais et carrières tandis que le prix des produits manufacturés a baissé de 0,4%. Les prix des produits destinés au marché intérieur ont augmenté de 2,4%, ceux des produits destinés à l'exportation ont baissé de 1,4%. Comparé au niveau atteint en juillet 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,1% en Lettonie. Le rythme de hausse des prix à la production industrielle ne cesse de diminuer au cours des derniers mois en Lettonie ; à titre de comparaison, la hausse des prix à la production industrielle atteignait 5,7% en août 2018.
- **La croissance du PIB letton devrait atteindre 2,5% en 2019 et 2,6% en 2020**, Banque centrale de Lettonie le 20 septembre. Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse de 0,4pp pour 2019 et de 0,5pp pour 2020 comparé aux dernières prévisions de printemps en juin dernier. D'ici la fin de l'année 2020, la croissance de l'économie lettone devrait rester tirée principalement par la demande interne (principalement la consommation des ménages et l'investissement). Les prévisions ont été revues à la baisse principalement en raison du ralentissement économique dans les pays scandinaves et en Allemagne, principaux partenaires commerciaux de la Lettonie, et des incertitudes concernant le Brexit qui pourrait survenir sans accord le 31 octobre prochain.
- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 3,9% en rythme annuel en août 2019**, CSB le 26 septembre. La hausse des coûts atteint respectivement 6,7% pour la rémunération des salariés, 3,6% pour les coûts des matériaux et 2,4% pour les coûts de maintenance et réparation des machines. Comparé au niveau atteint en juillet 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont diminué de 0,1% en août dernier.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 3,1% en rythme annuel en août 2019**, CSB le 30 septembre. La croissance du volume des ventes atteint respectivement 0,7% pour les produits alimentaires, 4,5% pour les produits non-alimentaires et 2% pour le carburant. Comparé au niveau atteint au mois de juillet 2019, la croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 0,2% en août dernier.
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 2% en rythme annuel en août 2019**, CSB le 4 octobre. La croissance atteint respectivement 0,4% pour l'industrie manufacturière, 8,9% pour la production d'énergie tandis qu'une nette baisse de 8,3% a été observée pour l'exploitation des minerais et carrières. Comparé au niveau atteint en juillet 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 3% en août dernier. Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019, la croissance du volume de la production industrielle atteint seulement 0,3% en rythme annuel ; la croissance atteint respectivement 2,7% pour l'industrie manufacturière, 0,1% pour l'exploitation des minerais et carrière et -10,1% pour la production d'énergie.

## Lituanie

- **Les touristes lituaniens à l'étranger ont dépensé 489,8 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une hausse de 2,2% en rythme annuel**, Office statistique lituanien le 20 septembre. Les principales destinations choisies par les touristes lituaniens sont actuellement la Turquie (11,7% du total), la Lettonie (9,9%), le Royaume-Uni (9%), la Pologne (7,9%), l'Allemagne (7,6%) et la Biélorussie (5,6%). Dans le



même temps, les dépenses des touristes locaux en Lituanie ont atteint 82,8 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une hausse de 13,3% en rythme annuel.

- **Le volume de la production industrielle en Lituanie s'élève à 15,4 milliards d'euros sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019, soit une hausse de 4,3% en rythme annuel**, Office statistique le 23 septembre. La croissance atteint respectivement 4,2% pour l'industrie manufacturière et l'exploitation des minerais et carrières et 4,6% pour l'industrie énergétique.

#### LEXIQUE

*cjo* : corrigé des effets de calendrier

*cvs* : corrigé des variations saisonnières

*g.a.* : glissement annuel

*g.t.* : glissement trimestriel

*IPC(H)* : indice des prix à la consommation (harmonisé)

*IPI* : indice de la production industrielle

*IPP* : indice des prix à la production

*PECO(B)* : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

*pb* : points de base

*pp* : points de pourcentage

*volume* : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


**PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS**

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
<b>PIB (variation N/N-1 en %)*</b>															
<b>2018</b>	5,1	4,9	3,0	4,1	3,9	4,8	3,5								
<b>2019</b>	4,4	4,4	2,6	3,6	2,9	3,0	3,1								
<b>2020</b>	3,6	2,8	2,5	3,3	2,3	2,8	2,4								
<b>Inflation (variation annuelle)*</b>															
<b>2018</b>	1,2	2,9	2,0	2,5	3,4	2,6	2,5								
<b>2019</b>	2,1	3,2	2,4	2,4	2,4	3,1	2,2								
<b>2020</b>	2,7	3,2	2,1	2,3	2,1	2,5	2,1								
<b>Chômage (% population active)</b>															
<b>2018</b>	3,9	3,7	2,2	6,5	5,7	7,4	6,2								
<b>2019</b>	3,8	3,5	2,2	5,9	5,7	6,9	6,2								
<b>2020</b>	3,5	3,5	2,3	5,6	5,7	6,7	6,0								
<b>Solde public (% PIB)</b>															
<b>2018</b>	-0,4	-2,2	0,9	-0,7	-0,6	-1,0	0,7								
<b>2019</b>	-1,6	-1,8	0,2	-0,5	-0,3	-0,6	0,3								
<b>2020</b>	-1,4	-1,6	-0,2	-0,6	-0,5	-0,6	0,0								
<b>Dettes publiques brutes (% PIB)</b>															
<b>2018</b>	48,9	70,8	32,7	48,9	8,4	35,9	34,2								
<b>2019</b>	48,2	69,2	31,7	47,3	8,5	34,5	37,0								
<b>2020</b>	47,4	67,7	31,1	46,0	8,5	33,5	36,4								
<b>Solde courant (% PIB)</b>															
<b>2018</b>	-0,5	0,5	0,1	-1,1	1,5	-0,5	0,0								
<b>2019</b>	-1,0	-1,2	-0,5	-0,5	1,4	-0,2	-0,1								
<b>2020</b>	-1,4	-1,4	-0,6	-0,1	1,4	-0,2	-0,4								
<b>Notation de la dette souveraine</b>															
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	
<b>S&amp;P</b>	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable	
<b>Moody's</b>	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive	
<b>Fitch</b>	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive	

\* Prévisions intermédiaires d'été 2019

**Copyright**

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à [varsovie@dgtrésor.gouv.fr](mailto:varsovie@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 Liberté • Égalité • Fraternité  
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE  
 DE L'ÉCONOMIE  
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie  
 Ambassade de France en Pologne  
[www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne](http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne)  
[twitter.com/FranceEcoPoland](https://twitter.com/FranceEcoPoland)

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région.

Validation : Benoît GRESS

Version du 07/10/2019